

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIRMET ENVIRONNEMENT (ex-Soulard)

chemin du Barrail
ZAC Terrasses de Garonne
47310 Brax

Références : OD/SM/Ubd24-47/2026/015
Code AIOT : 0005212449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement SIRMET ENVIRONNEMENT (ex-Soulard) implanté chemin du Barrail ZAC Terrasses de Garonne 47310 Brax. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une modification du site souhaitée par l'exploitant, et également pour la vérification de la maîtrise du risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRMET ENVIRONNEMENT (ex-Soulard)
- chemin du Barrail ZAC Terrasses de Garonne 47310 Brax

- Code AIOT : 0005212449
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de 3.5 ha environ est composé d'une plateforme et d'un bâtiment accueillant aussi des bureaux. C'est un établissement bénéficiant d'une autorisation environnementale de tri transit regroupement de déchets de plastiques, papiers, bois, cartons sous le régime de l'enregistrement et qui effectue aussi l'activité de déchetterie à déclaration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
2	installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Sans objet
3	Transmission du porter à connaissance au Préfet	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6	Sans objet
4	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 11	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 80	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site était géré initialement par la société Soulard ayant également un établissement du même type à Villeneuve sur Lot. En 2025, la société Sirmet Environnement a racheté cette société. L'inspection du site n'a pas relevé de non conformité sur les thèmes abordés (moyens de prévention du risque incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

<p>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens de services d'incendie et de secours) ;</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est dotée de téléphones permettant d'alerter les moyens de secours.</p> <p>Le site est équipé de 21 extincteurs de 2kg à 9kg, de type CO2, eau pulvérisée + additifs et ABC. Ces extincteurs ont été contrôlés le 27/08/2024, la déclaration de conformité au référentiel APSAD indique qu'un dossier technique complet a été remis à l'exploitant.</p> <p>Un procès-verbal d'intervention sur les extincteurs est fourni avec cette déclaration indiquant les opérations effectuées pour chaque extincteurs.</p> <p>Le site est également doté d'une citerne souple de stockage d'eau de 252 m3 sur le site, utilisable en permanence par les services d'incendie avec les prises de raccordement ad hoc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : installations électriques et mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôles des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de 2024 effectué par la société Control Cotef est sans observation.</p> <p>La mesure de résistance des prise de terre des masses BT est satisfaisante.</p> <p>Ce rapport est accompagné du compte rendu de vérification périodique Q18, qui conclut le 3/07/2024 que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Transmission du porter à connaissance au Préfet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6
Thème(s) : Situation administrative, modification du site
Prescription contrôlée : Toute modification apportée à leur mode d'utilisation ou au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 II du Code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique vouloir effectuer des modifications sur son site. Ces modifications consistent à ajouter : <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 2718 "<i>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</i>", pour une quantité de 250 tonnes. Ce qui soumet le site à autorisation au titre des ICPE à la rubrique 2718-1 ;- la rubrique 2711 "<i>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques</i>" pour une quantité de 950m3 classant le site à déclaration pour la rubrique 2711-2 ;- la construction d'un bâtiment de stockage de déchets dangereux,- l'installation de 3 cuves de 30 m3 pour la collecte d'eaux souillées,- la création d'un bassin de récupération des eaux servant de rétention pour mise en conformité du site. La quantité de 250 tonnes au titre de la rubrique 2718 soumet également le site à la rubrique 3550 " <i>Stockage temporaire de déchets dangereux</i> ". Ainsi la modification souhaitée faisant passer le site au régime des installations soumis à la directive IED est substantielle, et nécessite le dépôt d'une nouvelle autorisation environnementale avec l'établissement d'une étude d'impact systématique. NB : la rubrique 2713 (regroupement de déchets métalliques) sera également à ajouter, car présente sur le site. Les codes à six chiffres déchets revus, l'absence de rapport de base devra être justifié. Les capacités des moyens d'extinction, de rétention seront à recalculer. Les garanties financières 5° sont supprimées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 11
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
Constats :

<p>L'exploitant du site bénéficiant de l'arrêté préfectoral est la société Soulard SAS.</p> <p>Par mail du 15/05/2025 l'exploitant indique que la société SOULARD devient SIRMET ENVIRONNEMENT sans changement de SIRET.</p> <p>Il n'y a donc pas de changement d'exploitant au sens prévu par le Code de l'Environnement, mais simplement un changement de dénomination sociale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 80</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs et contrôles des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au minimum de 6 RIA dans dans le bâtiment de réception des déchets et dans l'établissement. Les RIA sont répartis dans les locaux abritant les installations en fonction de leurs dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils doivent être protégés contre le gel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 6 RIA répartis dans les bâtiments où sont stockées les matières combustibles permettent d'attaquer un incendie par deux points opposés.</p> <p>Ces RIA ont été vérifiés le 17/11/2023. Le rapport de vérification n°2311.001271P11 indique le bon fonctionnement de ceux-ci, et la refixation au sol des n°2 et 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>